

Chronique

La crise européenne et la grande guerre

Si l'histoire ne cherche pas seulement à établir la réalité des faits, à raconter la vie des individus ou des peuples, si elle veut en donner une explication et une interprétation, il faut qu'elle tente une synthèse. C'est ainsi qu'a été conçue la grande histoire générale, dirigée par MM. Halphen et Sagnac et intitulée *Peuples et civilisations*. Cette collection comptait déjà des volumes remarquables : pour ne citer que les plus récents, l'étude de M. Henri Hauser sur la *Prépondérance espagnole* au seizième siècle et au début du dix-septième, ou celle de M. Georges Weil sur *l'Eveil des nationalités* dans la première partie du dix-neuvième siècle. Elle vient de faire paraître un nouveau volume où, sous le titre *La Crise européenne et la grande guerre*, M. Pierre Le nouvin, professeur à la Sorbonne, directeur de la bibliothèque et du musée de la guerre, donne, pour la première fois, une vue d'ensemble de ces événements essentiels.

Celle-ci est-elle possible dès aujourd'hui ? Nous ne possédons sans doute pas encore les éléments d'information nécessaires pour élucider tous les aspects de cette lutte immense, tous les détails d'un drame qui s'étendit non seulement à l'Europe entière, mais à l'univers. Dans un demi-siècle, on découvrira encore des documents inédits. Cependant, les données dont l'historien dispose sont, dès maintenant, beaucoup plus abondantes qu'on ne le croit d'ordinaire.

Dans tous les pays belligérants, les services historiques de l'armée et de la marine ont entrepris la publication de grands recueils documentaires qui permettent d'étudier, aussi bien que les développements de la lutte, les conceptions stratégiques du commandement. Les archives diplomatiques ont été ouvertes, presque partout, à des commissions d'historiens, qui ont mis au jour, par dizaines de milliers, les pièces capitales relatives aux origines du conflit ; c'est ainsi que les correspondances, extraits des archives russes, ont mis en lumière, dans ses traits généraux, la politique de l'Entente, pendant la guerre, jusqu'à la chute du tsarisme. Les dossiers de l'ancien ministère austro-hongrois des affaires étrangères ont pu être consultés en vertu des traités de paix, par les gouvernements successeurs, et ont déjà livré de précieux renseignements sur la politique des puissances centrales. A Washington, le département d'Etat est en train d'achever une vaste publication, où il a réuni l'essentiel de sa correspondance, pour les années de 1914 à 1918.

L'histoire économique et sociale des Etats belligérants a été étudiée, sous l'égide de la « Dotation Carnegie », par une équipe de collaborateurs, dont beaucoup ont été à la fois témoins et acteurs. Dans les cent cinquante volumes qui composent cette collection, nombreux sont ceux qui ont la valeur d'un témoignage personnel, qui reposent sur une connaissance directe des faits et des documents.

L'histoire politique elle-même, moins bien partagée, sans doute, s'éclaire, grâce à la publication de ces volumes de mémoires qui paraissent, en grand nombre, dans tous les pays. Partout, grâce à la curiosité passionnée que celle de l'histoire de ces années d'effort, les études critiques, essent d'élucider les points obscurs. L'histoire de la plus grande crise que l'Europe ait connue s'élabore plus vite que celle d'aucune des crises précédentes. Il suffit de parcourir les abondantes notices bibliographiques que donne l'ouvrage de M. Pierre Renouvin pour avoir une idée de la variété et de la richesse de cette information.

Devant la complexité presque accablante de ces événements, il est naturel, et même nécessaire, que chaque historien oriente ses recherches dans l'ordre d'idées qu'il connaît le mieux. Mais le danger de ces études spéciales est qu'elles risquent de méconnaître la portée exacte des faits, d'exagérer le rôle de certains d'entre eux, d'être trop égoïstes, de ne tenir compte d'un livre comme celui de M. Pierre Renouvin réside justement dans l'effort qu'il a déployé pour étudier, de front, tous les aspects de la crise, et pour montrer les réactions mutuelles des événements. Il ne s'agit certes pas, dans l'esprit de l'auteur, de restreindre l'importance des faits militaires, qui ont été décisifs ; mais, pour comprendre le développement de la crise, il faut aussi se rendre compte de la façon dont les autres éléments politiques, diplomatiques, économiques. Leur influence réagit sur les conceptions du commandement, sur l'état matériel et moral de l'armée, tout autant que les succès remportés, ou les échecs subis au front, réagissant sur les négociations engagées entre belligérants et neutres et sur les conditions intérieures de chaque Etat.

Il est arrivé qu'une grande opération militaire — ce fut le cas pour l'expédition de Salonique — ait été entreprise ou poursuivie pour des motifs diplomatiques, autant que pour atteindre un objectif stratégique. La réciproque est également vraie : lorsque le commandement russe, en 1916, choisit la partie du front

où il lança l'offensive Broussiloff, il attendait, non sans raison, du succès de ses armes un avantage diplomatique : l'intervention roumaine.

La guerre économique, quelle prenne la forme classique du blocus, si fortement étudiée par M. Guichard ou quelle soit menée par le sous-marin, entraîne, aussi bien pour l'Entente que pour l'Allemagne, des difficultés économiques ; celles-ci sont en liaison étroite avec les événements militaires. C'est au moment où il vient de subir le choc des offensives françaises, anglaises et russes de l'été de 1916, que le Grand Quartier Général allemand, désespérant d'arracher la victoire sur terre, revient à l'idée d'affamer l'Angleterre, quitte à risquer la rupture avec les Etats-Unis.

Entre la politique intérieure et les phases de la lutte militaire ou navale, le lien n'est pas moins étroit ; les gouvernements, les états-majors tiennent compte, dans leurs plans d'opérations, des exigences de la politique intérieure, des impatiences de l'opinion publique ou des milieux parlementaires ; réciproquement, les échecs militaires provoquent les crises gouvernementales, ou ébranlent le moral de l'arrière : c'est à la fin de 1916 et au début de 1917, au moment où les efforts des armées se neutralisent, où, de part et d'autre, les nouvelles du front sont décevantes, que la volonté des peuples fléchit et que le mot d'ordre des socialistes internationalistes commence à se répandre dans les masses.

La vie, politique, et économique, des neutres européens est, elle-même, dominée par le grand conflit. Si les commandes des belligérants sont une source de larges profits pour leur production agricole et industrielle, le blocus gêne leur ravitaillement et les oblige à connaître un système de « restriction » analogue à celui qui s'imposent les nations belligérantes ; l'esprit public est agité par les propagandes rivales ; l'attitude à tenir à l'égard des puissances en guerre oriente, en ces pays, toute l'activité, parlementaire ou gouvernementale. Jusque dans les nations les plus lointaines, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe, le conflit européen ébranle le monde. C'est l'heure où le Japon veut mettre à profit la paralysie momentanée des nations belligères pour établir son influence en Chine, et pour conquérir les marchés d'Extrême-Orient.

« Guerre totale » : il n'est pas de domaine de l'activité humaine qui ne ressent les conséquences, directes ou indirectes, du conflit. Etudier ces influences réciproques et nécessaires, c'est, dans l'histoire, un des problèmes les plus importants, et c'est une tâche ardue, car les réactions, mutuelles, donner, enfin, de cet ensemble si divers, une idée claire, où chaque point de vue a sa place, où les parties gardent leur équilibre, tel nous semble être le principal mérite de l'œuvre de P. Renouvin.

Le volume s'ouvre par un large exposé des origines du conflit, dont l'étude est inséparable de celle de la crise elle-même. « Quelles sont les forces collectives ou les initiatives individuelles qui ont amené les Etats européens à un état de méfiance mutuelle, de surexcitation qui formait une atmosphère propice à l'éclosion d'un conflit ? » Pour répondre à cette question, l'auteur a dû remonter jusqu'à l'année 1804, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où le Congrès de Vienne a rétabli l'équilibre dans l'équilibre des forces européennes. Il montre comment se développe l'antagonisme des intérêts nationaux, au milieu des crises que provoque, au Maroc, puis en Bosnie-Herzégovine, la politique austro-allemande.

Les préoccupations internationales n'exercent encore, à ce moment, qu'une influence secondaire sur la politique intérieure des grands Etats européens. Les luttes des partis, les querelles des groupes sociaux ou économiques, suivent leur cours. Mais bientôt il n'en est plus de même : après 1914, avec la crise d'Agadir, avec la guerre italo-turque, avec le réveil de la politique russe dans les Balkans, l'Europe vit en état d'alerte. La course aux armements se développe ; elle entretient, dans l'opinion publique, l'inquiétude et la nervosité. En Allemagne, en France, les préoccupations militaires dominent l'évolution de la politique intérieure. « Les hommes d'Etat ont conscience que cette « tension nerveuse » ne peut se prolonger sans aboutir à une crise. Ils raisonnent, ils agissent comme si le courant qui les emporte était « invincible ». C'est à l'automne de 1913 que Guillaume II déclare au roi des Belges que la guerre avec la France est « nécessaire et inévitable ». Bientôt, éclate la crise russo-allemande, celle dont l'attentat de Sarajevo est l'occasion. Elle n'est pas, dans son principe, plus grave que les autres : mais, cette fois, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont bien décidées à briser les résistances ; elles admettent, de sang-froid, les conséquences possibles, probables, de leur décision. La volonté allemande de « renflouer l'Autriche-Hongrie », voire au prix d'un conflit européen, telle est, sans doute, selon P. Renouvin, « l'explication de la grande guerre ».

L'Allemagne compte venir à bout de l'armée française « en six semaines », et retourner ensuite le gros de ses forces contre la Russie : la bataille de la Marne brise le plan de guerre allemand. Lorsque s'achève l'automne de 1914, après la mêlée de l'Yser et les batailles de Galicie, la lutte militaire revêt une forme nouvelle qui déroute toutes les prévisions des états-majors. Il faut compter avec la perspec-

tive d'une guerre longue. La victoire ne dépend plus seulement du jeu des forces militaires, mais, aussi, de la capacité d'organisation économique, et de résistance morale, en outre, du concours que peuvent leur apporter les neutres. Les problèmes économiques, politiques, diplomatiques deviennent, dès lors, inséparables de l'histoire militaire. La mobilisation économique ; celles-ci sont, en liaison étroite avec les événements militaires. C'est au moment où il vient de subir le choc des offensives françaises, anglaises et russes de l'été de 1916, que le Grand Quartier Général allemand, désespérant d'arracher la victoire sur terre, revient à l'idée d'affamer l'Angleterre, quitte à risquer la rupture avec les Etats-Unis.

Entre la politique intérieure et les phases de la lutte militaire ou navale, le lien n'est pas moins étroit ; les gouvernements, les états-majors tiennent compte, dans leurs plans d'opérations, des exigences de la politique intérieure, des impatiences de l'opinion publique ou des milieux parlementaires ; réciproquement, les échecs militaires provoquent les crises gouvernementales, ou ébranlent le moral de l'arrière : c'est à la fin de 1916 et au début de 1917, au moment où les efforts des armées se neutralisent, où, de part et d'autre, les nouvelles du front sont décevantes, que la volonté des peuples fléchit et que le mot d'ordre des socialistes internationalistes commence à se répandre dans les masses.

La vie, politique, et économique, des neutres européens est, elle-même, dominée par le grand conflit. Si les commandes des belligérants sont une source de larges profits pour leur production agricole et industrielle, le blocus gêne leur ravitaillement et les oblige à connaître un système de « restriction » analogue à celui qui s'imposent les nations belligérantes ; l'esprit public est agité par les propagandes rivales ; l'attitude à tenir à l'égard des puissances en guerre oriente, en ces pays, toute l'activité, parlementaire ou gouvernementale. Jusque dans les nations les plus lointaines, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe, le conflit européen ébranle le monde. C'est l'heure où le Japon veut mettre à profit la paralysie momentanée des nations belligères pour établir son influence en Chine, et pour conquérir les marchés d'Extrême-Orient.

« Guerre totale » : il n'est pas de domaine de l'activité humaine qui ne ressent les conséquences, directes ou indirectes, du conflit. Etudier ces influences réciproques et nécessaires, c'est, dans l'histoire, un des problèmes les plus importants, et c'est une tâche ardue, car les réactions, mutuelles, donner, enfin, de cet ensemble si divers, une idée claire, où chaque point de vue a sa place, où les parties gardent leur équilibre, tel nous semble être le principal mérite de l'œuvre de P. Renouvin.

Le volume s'ouvre par un large exposé des origines du conflit, dont l'étude est inséparable de celle de la crise elle-même. « Quelles sont les forces collectives ou les initiatives individuelles qui ont amené les Etats européens à un état de méfiance mutuelle, de surexcitation qui formait une atmosphère propice à l'éclosion d'un conflit ? » Pour répondre à cette question, l'auteur a dû remonter jusqu'à l'année 1804, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où le Congrès de Vienne a rétabli l'équilibre dans l'équilibre des forces européennes. Il montre comment se développe l'antagonisme des intérêts nationaux, au milieu des crises que provoque, au Maroc, puis en Bosnie-Herzégovine, la politique austro-allemande.

Les préoccupations internationales n'exercent encore, à ce moment, qu'une influence secondaire sur la politique intérieure des grands Etats européens. Les luttes des partis, les querelles des groupes sociaux ou économiques, suivent leur cours. Mais bientôt il n'en est plus de même : après 1914, avec la crise d'Agadir, avec la guerre italo-turque, avec le réveil de la politique russe dans les Balkans, l'Europe vit en état d'alerte. La course aux armements se développe ; elle entretient, dans l'opinion publique, l'inquiétude et la nervosité. En Allemagne, en France, les préoccupations militaires dominent l'évolution de la politique intérieure. « Les hommes d'Etat ont conscience que cette « tension nerveuse » ne peut se prolonger sans aboutir à une crise. Ils raisonnent, ils agissent comme si le courant qui les emporte était « invincible ». C'est à l'automne de 1913 que Guillaume II déclare au roi des Belges que la guerre avec la France est « nécessaire et inévitable ». Bientôt, éclate la crise russo-allemande, celle dont l'attentat de Sarajevo est l'occasion. Elle n'est pas, dans son principe, plus grave que les autres : mais, cette fois, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont bien décidées à briser les résistances ; elles admettent, de sang-froid, les conséquences possibles, probables, de leur décision. La volonté allemande de « renflouer l'Autriche-Hongrie », voire au prix d'un conflit européen, telle est, sans doute, selon P. Renouvin, « l'explication de la grande guerre ».

L'Allemagne compte venir à bout de l'armée française « en six semaines », et retourner ensuite le gros de ses forces contre la Russie : la bataille de la Marne brise le plan de guerre allemand. Lorsque s'achève l'automne de 1914, après la mêlée de l'Yser et les batailles de Galicie, la lutte militaire revêt une forme nouvelle qui déroute toutes les prévisions des états-majors. Il faut compter avec la perspec-

tive d'une guerre longue. La victoire ne dépend plus seulement du jeu des forces militaires, mais, aussi, de la capacité d'organisation économique, et de résistance morale, en outre, du concours que peuvent leur apporter les neutres. Les problèmes économiques, politiques, diplomatiques deviennent, dès lors, inséparables de l'histoire militaire. La mobilisation économique ; celles-ci sont, en liaison étroite avec les événements militaires. C'est au moment où il vient de subir le choc des offensives françaises, anglaises et russes de l'été de 1916, que le Grand Quartier Général allemand, désespérant d'arracher la victoire sur terre, revient à l'idée d'affamer l'Angleterre, quitte à risquer la rupture avec les Etats-Unis.

Entre la politique intérieure et les phases de la lutte militaire ou navale, le lien n'est pas moins étroit ; les gouvernements, les états-majors tiennent compte, dans leurs plans d'opérations, des exigences de la politique intérieure, des impatiences de l'opinion publique ou des milieux parlementaires ; réciproquement, les échecs militaires provoquent les crises gouvernementales, ou ébranlent le moral de l'arrière : c'est à la fin de 1916 et au début de 1917, au moment où les efforts des armées se neutralisent, où, de part et d'autre, les nouvelles du front sont décevantes, que la volonté des peuples fléchit et que le mot d'ordre des socialistes internationalistes commence à se répandre dans les masses.

La vie, politique, et économique, des neutres européens est, elle-même, dominée par le grand conflit. Si les commandes des belligérants sont une source de larges profits pour leur production agricole et industrielle, le blocus gêne leur ravitaillement et les oblige à connaître un système de « restriction » analogue à celui qui s'imposent les nations belligérantes ; l'esprit public est agité par les propagandes rivales ; l'attitude à tenir à l'égard des puissances en guerre oriente, en ces pays, toute l'activité, parlementaire ou gouvernementale. Jusque dans les nations les plus lointaines, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe, le conflit européen ébranle le monde. C'est l'heure où le Japon veut mettre à profit la paralysie momentanée des nations belligères pour établir son influence en Chine, et pour conquérir les marchés d'Extrême-Orient.

« Guerre totale » : il n'est pas de domaine de l'activité humaine qui ne ressent les conséquences, directes ou indirectes, du conflit. Etudier ces influences réciproques et nécessaires, c'est, dans l'histoire, un des problèmes les plus importants, et c'est une tâche ardue, car les réactions, mutuelles, donner, enfin, de cet ensemble si divers, une idée claire, où chaque point de vue a sa place, où les parties gardent leur équilibre, tel nous semble être le principal mérite de l'œuvre de P. Renouvin.

Le volume s'ouvre par un large exposé des origines du conflit, dont l'étude est inséparable de celle de la crise elle-même. « Quelles sont les forces collectives ou les initiatives individuelles qui ont amené les Etats européens à un état de méfiance mutuelle, de surexcitation qui formait une atmosphère propice à l'éclosion d'un conflit ? » Pour répondre à cette question, l'auteur a dû remonter jusqu'à l'année 1804, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où le Congrès de Vienne a rétabli l'équilibre dans l'équilibre des forces européennes. Il montre comment se développe l'antagonisme des intérêts nationaux, au milieu des crises que provoque, au Maroc, puis en Bosnie-Herzégovine, la politique austro-allemande.

Les préoccupations internationales n'exercent encore, à ce moment, qu'une influence secondaire sur la politique intérieure des grands Etats européens. Les luttes des partis, les querelles des groupes sociaux ou économiques, suivent leur cours. Mais bientôt il n'en est plus de même : après 1914, avec la crise d'Agadir, avec la guerre italo-turque, avec le réveil de la politique russe dans les Balkans, l'Europe vit en état d'alerte. La course aux armements se développe ; elle entretient, dans l'opinion publique, l'inquiétude et la nervosité. En Allemagne, en France, les préoccupations militaires dominent l'évolution de la politique intérieure. « Les hommes d'Etat ont conscience que cette « tension nerveuse » ne peut se prolonger sans aboutir à une crise. Ils raisonnent, ils agissent comme si le courant qui les emporte était « invincible ». C'est à l'automne de 1913 que Guillaume II déclare au roi des Belges que la guerre avec la France est « nécessaire et inévitable ». Bientôt, éclate la crise russo-allemande, celle dont l'attentat de Sarajevo est l'occasion. Elle n'est pas, dans son principe, plus grave que les autres : mais, cette fois, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont bien décidées à briser les résistances ; elles admettent, de sang-froid, les conséquences possibles, probables, de leur décision. La volonté allemande de « renflouer l'Autriche-Hongrie », voire au prix d'un conflit européen, telle est, sans doute, selon P. Renouvin, « l'explication de la grande guerre ».

L'Allemagne compte venir à bout de l'armée française « en six semaines », et retourner ensuite le gros de ses forces contre la Russie : la bataille de la Marne brise le plan de guerre allemand. Lorsque s'achève l'automne de 1914, après la mêlée de l'Yser et les batailles de Galicie, la lutte militaire revêt une forme nouvelle qui déroute toutes les prévisions des états-majors. Il faut compter avec la perspec-

tive d'une guerre longue. La victoire ne dépend plus seulement du jeu des forces militaires, mais, aussi, de la capacité d'organisation économique, et de résistance morale, en outre, du concours que peuvent leur apporter les neutres. Les problèmes économiques, politiques, diplomatiques deviennent, dès lors, inséparables de l'histoire militaire. La mobilisation économique ; celles-ci sont, en liaison étroite avec les événements militaires. C'est au moment où il vient de subir le choc des offensives françaises, anglaises et russes de l'été de 1916, que le Grand Quartier Général allemand, désespérant d'arracher la victoire sur terre, revient à l'idée d'affamer l'Angleterre, quitte à risquer la rupture avec les Etats-Unis.

Entre la politique intérieure et les phases de la lutte militaire ou navale, le lien n'est pas moins étroit ; les gouvernements, les états-majors tiennent compte, dans leurs plans d'opérations, des exigences de la politique intérieure, des impatiences de l'opinion publique ou des milieux parlementaires ; réciproquement, les échecs militaires provoquent les crises gouvernementales, ou ébranlent le moral de l'arrière : c'est à la fin de 1916 et au début de 1917, au moment où les efforts des armées se neutralisent, où, de part et d'autre, les nouvelles du front sont décevantes, que la volonté des peuples fléchit et que le mot d'ordre des socialistes internationalistes commence à se répandre dans les masses.

La vie, politique, et économique, des neutres européens est, elle-même, dominée par le grand conflit. Si les commandes des belligérants sont une source de larges profits pour leur production agricole et industrielle, le blocus gêne leur ravitaillement et les oblige à connaître un système de « restriction » analogue à celui qui s'imposent les nations belligérantes ; l'esprit public est agité par les propagandes rivales ; l'attitude à tenir à l'égard des puissances en guerre oriente, en ces pays, toute l'activité, parlementaire ou gouvernementale. Jusque dans les nations les plus lointaines, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe, le conflit européen ébranle le monde. C'est l'heure où le Japon veut mettre à profit la paralysie momentanée des nations belligères pour établir son influence en Chine, et pour conquérir les marchés d'Extrême-Orient.

« Guerre totale » : il n'est pas de domaine de l'activité humaine qui ne ressent les conséquences, directes ou indirectes, du conflit. Etudier ces influences réciproques et nécessaires, c'est, dans l'histoire, un des problèmes les plus importants, et c'est une tâche ardue, car les réactions, mutuelles, donner, enfin, de cet ensemble si divers, une idée claire, où chaque point de vue a sa place, où les parties gardent leur équilibre, tel nous semble être le principal mérite de l'œuvre de P. Renouvin.

Le volume s'ouvre par un large exposé des origines du conflit, dont l'étude est inséparable de celle de la crise elle-même. « Quelles sont les forces collectives ou les initiatives individuelles qui ont amené les Etats européens à un état de méfiance mutuelle, de surexcitation qui formait une atmosphère propice à l'éclosion d'un conflit ? » Pour répondre à cette question, l'auteur a dû remonter jusqu'à l'année 1804, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où le Congrès de Vienne a rétabli l'équilibre dans l'équilibre des forces européennes. Il montre comment se développe l'antagonisme des intérêts nationaux, au milieu des crises que provoque, au Maroc, puis en Bosnie-Herzégovine, la politique austro-allemande.

Les préoccupations internationales n'exercent encore, à ce moment, qu'une influence secondaire sur la politique intérieure des grands Etats européens. Les luttes des partis, les querelles des groupes sociaux ou économiques, suivent leur cours. Mais bientôt il n'en est plus de même : après 1914, avec la crise d'Agadir, avec la guerre italo-turque, avec le réveil de la politique russe dans les Balkans, l'Europe vit en état d'alerte. La course aux armements se développe ; elle entretient, dans l'opinion publique, l'inquiétude et la nervosité. En Allemagne, en France, les préoccupations militaires dominent l'évolution de la politique intérieure. « Les hommes d'Etat ont conscience que cette « tension nerveuse » ne peut se prolonger sans aboutir à une crise. Ils raisonnent, ils agissent comme si le courant qui les emporte était « invincible ». C'est à l'automne de 1913 que Guillaume II déclare au roi des Belges que la guerre avec la France est « nécessaire et inévitable ». Bientôt, éclate la crise russo-allemande, celle dont l'attentat de Sarajevo est l'occasion. Elle n'est pas, dans son principe, plus grave que les autres : mais, cette fois, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont bien décidées à briser les résistances ; elles admettent, de sang-froid, les conséquences possibles, probables, de leur décision. La volonté allemande de « renflouer l'Autriche-Hongrie », voire au prix d'un conflit européen, telle est, sans doute, selon P. Renouvin, « l'explication de la grande guerre ».

L'Allemagne compte venir à bout de l'armée française « en six semaines », et retourner ensuite le gros de ses forces contre la Russie : la bataille de la Marne brise le plan de guerre allemand. Lorsque s'achève l'automne de 1914, après la mêlée de l'Yser et les batailles de Galicie, la lutte militaire revêt une forme nouvelle qui déroute toutes les prévisions des états-majors. Il faut compter avec la perspec-

tive d'une guerre longue. La victoire ne dépend plus seulement du jeu des forces militaires, mais, aussi, de la capacité d'organisation économique, et de résistance morale, en outre, du concours que peuvent leur apporter les neutres. Les problèmes économiques, politiques, diplomatiques deviennent, dès lors, inséparables de l'histoire militaire. La mobilisation économique ; celles-ci sont, en liaison étroite avec les événements militaires. C'est au moment où il vient de subir le choc des offensives françaises, anglaises et russes de l'été de 1916, que le Grand Quartier Général allemand, désespérant d'arracher la victoire sur terre, revient à l'idée d'affamer l'Angleterre, quitte à risquer la rupture avec les Etats-Unis.

Entre la politique intérieure et les phases de la lutte militaire ou navale, le lien n'est pas moins étroit ; les gouvernements, les états-majors tiennent compte, dans leurs plans d'opérations, des exigences de la politique intérieure, des impatiences de l'opinion publique ou des milieux parlementaires ; réciproquement, les échecs militaires provoquent les crises gouvernementales, ou ébranlent le moral de l'arrière : c'est à la fin de 1916 et au début de 1917, au moment où les efforts des armées se neutralisent, où, de part et d'autre, les nouvelles du front sont décevantes, que la volonté des peuples fléchit et que le mot d'ordre des socialistes internationalistes commence à se répandre dans les masses.

La vie, politique, et économique, des neutres européens est, elle-même, dominée par le grand conflit. Si les commandes des belligérants sont une source de larges profits pour leur production agricole et industrielle, le blocus gêne leur ravitaillement et les oblige à connaître un système de « restriction » analogue à celui qui s'imposent les nations belligérantes ; l'esprit public est agité par les propagandes rivales ; l'attitude à tenir à l'égard des puissances en guerre oriente, en ces pays, toute l'activité, parlementaire ou gouvernementale. Jusque dans les nations les plus lointaines, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe, le conflit européen ébranle le monde. C'est l'heure où le Japon veut mettre à profit la paralysie momentanée des nations belligères pour établir son influence en Chine, et pour conquérir les marchés d'Extrême-Orient.

« Guerre totale » : il n'est pas de domaine de l'activité humaine qui ne ressent les conséquences, directes ou indirectes, du conflit. Etudier ces influences réciproques et nécessaires, c'est, dans l'histoire, un des problèmes les plus importants, et c'est une tâche ardue, car les réactions, mutuelles, donner, enfin, de cet ensemble si divers, une idée claire, où chaque point de vue a sa place, où les parties gardent leur équilibre, tel nous semble être le principal mérite de l'œuvre de P. Renouvin.

Le volume s'ouvre par un large exposé des origines du conflit, dont l'étude est inséparable de celle de la crise elle-même. « Quelles sont les forces collectives ou les initiatives individuelles qui ont amené les Etats européens à un état de méfiance mutuelle, de surexcitation qui formait une atmosphère propice à l'éclosion d'un conflit ? » Pour répondre à cette question, l'auteur a dû remonter jusqu'à l'année 1804, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où le Congrès de Vienne a rétabli l'équilibre dans l'équilibre des forces européennes. Il montre comment se développe l'antagonisme des intérêts nationaux, au milieu des crises que provoque, au Maroc, puis en Bosnie-Herzégovine, la politique austro-allemande.

Les préoccupations internationales n'exercent encore, à ce moment, qu'une influence secondaire sur la politique intérieure des grands Etats européens. Les luttes des partis, les querelles des groupes sociaux ou économiques, suivent leur cours. Mais bientôt il n'en est plus de même : après 1914, avec la crise d'Agadir, avec la guerre italo-turque, avec le réveil de la politique russe dans les Balkans, l'Europe vit en état d'alerte. La course aux armements se développe ; elle entretient, dans l'opinion publique, l'inquiétude et la nervosité. En Allemagne, en France, les préoccupations militaires dominent l'évolution de la politique intérieure. « Les hommes d'Etat ont conscience que cette « tension nerveuse » ne peut se prolonger sans aboutir à une crise. Ils raisonnent, ils agissent comme si le courant qui les emporte était « invincible ». C'est à l'automne de 1913 que Guillaume II déclare au roi des Belges que la guerre avec la France est « nécessaire et inévitable ». Bientôt, éclate la crise russo-allemande, celle dont l'attentat de Sarajevo est l'occasion. Elle n'est pas, dans son principe, plus grave que les autres : mais, cette fois, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont bien décidées à briser les résistances ; elles admettent, de sang-froid, les conséquences possibles, probables, de leur décision. La volonté allemande de « renflouer l'Autriche-Hongrie », voire au prix d'un conflit européen, telle est, sans doute, selon P. Renouvin, « l'explication de la grande guerre ».

L'Allemagne compte venir à bout de l'armée française « en six semaines », et retourner ensuite le gros de ses forces contre la Russie : la bataille de la Marne brise le plan de guerre allemand. Lorsque s'achève l'automne de 1914, après la mêlée de l'Yser et les batailles de Galicie, la lutte militaire revêt une forme nouvelle qui déroute toutes les prévisions des états-majors. Il faut compter avec la perspec-

tive d'une guerre longue. La victoire ne dépend plus seulement du jeu des forces militaires, mais, aussi, de la capacité d'organisation économique, et de résistance morale, en outre, du concours que peuvent leur apporter les neutres. Les problèmes économiques, politiques, diplomatiques deviennent, dès lors, inséparables de l'histoire militaire. La mobilisation économique ; celles-ci sont, en liaison étroite avec les événements militaires. C'est au moment où il vient de subir le choc des offensives françaises, anglaises et russes de l'été de 1916, que le Grand Quartier Général allemand, désespérant d'arracher la victoire sur terre, revient à l'idée d'affamer l'Angleterre, quitte à risquer la rupture avec les Etats-Unis.

Entre la politique intérieure et les phases de la lutte militaire ou navale, le lien n'est pas moins étroit ; les gouvernements, les états-majors tiennent compte, dans leurs plans d'opérations, des exigences de la politique intérieure, des impatiences de l'opinion publique ou des milieux parlementaires ; réciproquement, les échecs militaires provoquent les crises gouvernementales, ou ébranlent le moral de l'arrière : c'est à la fin de 1916 et au début de 1917, au moment où les efforts des armées se neutralisent, où, de part et d'autre, les nouvelles du front sont décevantes, que la volonté des peuples fléchit et que le mot d'ordre des socialistes internationalistes commence à se répandre dans les masses.

La vie, politique, et économique, des neutres européens est, elle-même, dominée par le grand conflit. Si les commandes des belligérants sont une source de larges profits pour leur production agricole et industrielle, le blocus gêne leur ravitaillement et les oblige à connaître un système de « restriction » analogue à celui qui s'imposent les nations belligérantes ; l'esprit public est agité par les propagandes rivales ; l'attitude à tenir à l'égard des puissances en guerre oriente, en ces pays, toute l'activité, parlementaire ou gouvernementale. Jusque dans les nations les plus lointaines, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe, le conflit européen ébranle le monde. C'est l'heure où le Japon veut mettre à profit la paralysie momentanée des nations belligères pour établir son influence en Chine, et pour conquérir les marchés d'Extrême-Orient.

« Guerre totale » : il n'est pas de domaine de l'activité humaine qui ne ressent les conséquences, directes ou indirectes, du conflit. Etudier ces influences réciproques et nécessaires, c'est, dans l'histoire, un des problèmes les plus importants, et c'est une tâche ardue, car les réactions, mutuelles, donner, enfin, de cet ensemble si divers, une idée claire, où chaque point de vue a sa place, où les parties gardent leur équilibre, tel nous semble être le principal mérite de l'œuvre de P. Renouvin.

Le volume s'ouvre par un large exposé des origines du conflit, dont l'étude est inséparable de celle de la crise elle-même. « Quelles sont les forces collectives ou les initiatives individuelles qui ont amené les Etats européens à un état de méfiance mutuelle, de surexcitation qui formait une atmosphère propice à l'éclosion d'un conflit ? » Pour répondre à cette question, l'auteur a dû remonter jusqu'à l'année 1804, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où le Congrès de Vienne a rétabli l'équilibre dans l'équilibre des forces européennes. Il montre comment se développe l'antagonisme des intérêts nationaux, au milieu des crises que provoque, au Maroc, puis en Bosnie-Herzégovine, la politique austro-allemande.

Les préoccupations internationales n'exercent encore, à ce moment, qu'une influence secondaire sur la politique intérieure des grands Etats européens. Les luttes des partis, les querelles des groupes sociaux ou économiques, suivent leur cours. Mais bientôt il n'en est plus de même : après 1914, avec la crise d'Agadir, avec la guerre italo-turque, avec le réveil de la politique russe dans les Balkans, l'Europe vit en état d'alerte. La course aux armements se développe ; elle entretient, dans l'opinion publique, l'inquiétude et la nervosité. En Allemagne, en France, les préoccupations militaires dominent l'évolution de la politique intérieure. « Les hommes d'Etat ont conscience que cette « tension nerveuse » ne peut se prolonger sans aboutir à une crise. Ils raisonnent, ils agissent comme si le courant qui les emporte était « invincible ». C'est à l'automne de 1913 que Guillaume II déclare au roi des Belges que la guerre avec la France est « nécessaire et inévitable ». Bientôt, éclate la crise russo-allemande, celle dont l'attentat de Sarajevo est l'occasion. Elle n'est pas, dans son principe, plus grave que les autres : mais, cette fois, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont bien décidées à briser les résistances ; elles admettent, de sang-froid, les conséquences possibles, probables, de leur décision. La volonté allemande de « renflouer l'Autriche-Hongrie », voire au prix d'un conflit européen, telle est, sans doute, selon P. Renouvin, « l'explication de la grande guerre ».

L'Allemagne compte venir à bout de l'armée française « en six semaines », et retourner ensuite le gros de ses forces contre la Russie : la bataille de la Marne brise le plan de guerre allemand. Lorsque s'achève l'automne de 1914, après la mêlée de l'Yser et les batailles de Galicie, la lutte militaire revêt une forme nouvelle qui déroute toutes les prévisions des états-majors. Il faut compter avec la perspec-

tive d'une guerre longue. La victoire ne dépend plus seulement du jeu des forces militaires, mais, aussi, de la capacité d'organisation économique, et de résistance morale, en outre, du concours que peuvent leur apporter les neutres. Les problèmes économiques, politiques, diplomatiques deviennent, dès lors, inséparables de l'histoire militaire. La mobilisation économique ; celles-ci sont, en liaison étroite avec les événements militaires. C'est au moment où il vient de subir le choc des offensives françaises, anglaises et russes de l'été de 1916, que le Grand Quartier Général allemand, désespérant d'arracher la victoire sur terre, revient à l'idée d'affamer l'Angleterre, quitte à risquer la rupture avec les Etats-Unis.

Entre la politique intérieure et les phases de la lutte militaire ou navale, le lien n'est pas moins étroit ; les gouvernements, les états-majors tiennent compte, dans leurs plans d'opérations, des exigences de la politique intérieure, des impatiences de l'opinion publique ou des milieux parlementaires ; réciproquement, les échecs militaires provoquent les crises gouvernementales, ou ébranlent le moral de l'arrière : c'est à la fin de 1916 et au début de 1917, au moment où les efforts des armées se neutralisent, où, de part et d'autre, les nouvelles du front sont décevantes, que la volonté des peuples fléchit et que le mot d'ordre des socialistes internationalistes commence à se répandre dans les masses.

La vie, politique, et économique, des neutres européens est, elle-même, dominée par le grand conflit. Si les commandes des belligérants sont une source de larges profits pour leur production agricole et industrielle, le blocus gêne leur ravitaillement et les oblige à connaître un système de « restriction » analogue à celui qui s'imposent les nations belligérantes ; l'esprit public est agité par les propagandes rivales ; l'attitude à tenir à l'égard des puissances en guerre oriente, en ces pays, toute l'activité, parlementaire ou gouvernementale. Jusque dans les nations les plus lointaines, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe, le conflit européen ébranle le monde. C'est l'heure où le Japon veut mettre à profit la paralysie momentanée des nations belligères pour établir son influence en Chine, et pour conquérir les marchés d'Extrême-Orient.

« Guerre totale » : il n'est pas de domaine de l'activité humaine qui ne ressent les conséquences, directes ou indirectes, du conflit. Etudier ces influences réciproques et nécessaires, c'est, dans l'histoire, un des problèmes les plus importants, et c'est une tâche ardue, car les réactions, mutuelles, donner, enfin, de cet ensemble si divers, une idée claire, où chaque point de vue a sa place, où les parties gardent leur équilibre, tel nous semble être le principal mérite de l'œuvre de P. Renouvin.

Le volume s'ouvre par un large exposé des origines du conflit, dont l'étude est inséparable de celle de la crise elle-même. « Quelles sont les forces collectives ou les initiatives individuelles qui ont amené les Etats européens à un état de méfiance mutuelle, de surexcitation qui formait une atmosphère propice à l'éclosion d'un conflit ? » Pour répondre à cette question, l'auteur a dû remonter jusqu'à l'année 1804, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où le Congrès de Vienne a rétabli l'équilibre dans l'équilibre des forces européennes. Il montre comment se développe l'antagonisme des intérêts nationaux, au milieu des crises que provoque, au Maroc, puis en Bosnie-Herzégovine, la politique austro-allemande.

Les préoccupations internationales n'exercent encore, à ce moment, qu'une influence secondaire sur la politique intérieure des grands Etats européens. Les luttes des partis, les querelles des groupes sociaux ou économiques, suivent leur cours. Mais bientôt il n'en est plus de même : après 1914, avec la crise d'Agadir, avec la guerre italo-turque, avec le réveil de la politique russe dans les Balkans, l'Europe vit en état d'alerte. La course aux armements se développe ; elle entretient, dans l'opinion publique, l'inquiétude et la nervosité. En Allemagne, en France,